

Christian SAUTTER

## LES GRANDS POUSETS DU G 20

Dans G20, il y a 20 et non « deux plus zéro ». Un grand dialogue s'est engagé par-dessus l'Atlantique entre « deux géants » ou prétendus tels, le président américain et le président français. Nicolas Sarkozy a menacé de quitter la table si le sommet de Londres ne débouchait pas sur les décisions concrètes qu'il a suggérées ou, pour être plus précis, que le couple franco-allemand, rabiboché (et c'est tant mieux), a proposées. La priorité est de colmater les brèches du système financier international naufragé, en résorbant les paradis fiscaux et en maîtrisant les fonds spéculatifs qui jouent au casino avec l'argent des autres et un recours débridé au crédit.

De son côté, Barack Obama trouve que son pays fait de grands efforts budgétaires pour remettre du carburant dans le moteur de la croissance, tandis que l'Union européenne est plus que timide en la matière. Qu'en pensent les 18 autres pays ? Prenons-les par ordre décroissant de richesse nationale (plus précisément de PIB).

La deuxième puissance économique du monde est le Japon, qui accumule d'énormes « paquets » de dépenses. Je n'ai pas trouvé trace d'une seule déclaration du Premier ministre nippon, en dehors du refrain des conservateurs tōkyoïtes : « Les Etats-Unis ont toujours raison ».

Et l'Allemagne, en troisième position ? Angela Merkel fait cause commune avec la France pour deux raisons qui tiennent à son souci de gérer les finances allemandes en bonne mère de famille. Tordre le coup au Lichtenstein satisfait à la fois son sens moral de fille de pasteur d'Allemagne de l'Est et sa volonté de remplir les coffres de l'État en taxant les avoirs de contribuables fortunés qui avaient clandestinement passé la frontière. De relance additionnelle, elle ne veut à aucun prix parce que cela signifierait des impôts plus élevés d'ici quelques années ou, pire, le retour de l'inflation qui a dévasté son pays en 1923 et en 1945. Quand on a des élections difficiles dans six mois, il n'est pas mauvais de se dissimuler derrière le trépidant président français.

La quatrième production mondiale est celle de la Chine. Il n'est d'ailleurs pas exclu qu'elle soit passée devant l'Allemagne (mais les chiffres chinois sont d'une fiabilité incertaine). La Chine n'est ni muette ni discrète, comme l'a rappelé la précédente « lettre aux amis ». Sur les paradis fiscaux, la Chine est peu éloquente, sachant qu'Hong Kong a le goût, l'odeur et la saveur d'un paradis fiscal flamboyant, où les nababs de la Chine continentale ne dédaignent pas de mettre une partie de leur pécule. Sur la relance, la Chine s'y est lancée à fond, pour des raisons purement internes : procurer de l'emploi et du pouvoir d'achat à une population de l'intérieur qui pourrait devenir

remuante ; et aussi, renforcer les bases de la croissance de demain, en investissant dans la formation et les infrastructures.

Ce qui intéresse la Chine, c'est le Fonds Monétaire International, pour deux motifs. Le premier est que le FMI est le seul émetteur possible d'une monnaie mondiale, les Droits de tirage spéciaux (DTS), qui pourrait d'ici quelques années ou décennies, remplacer le dollar. La Chine, avec cinq mille ans d'histoire derrière elle, est patiente mais obstinée. Elle sait que le dollar sera miné par l'endettement immense à venir des Etats-Unis et aimerait autant que possible que les deux mille milliards de dollars de réserves qu'elle a accumulés ne perdent pas trop de leur valeur ou soient progressivement placés dans d'autres monnaies moins fragiles. Notons que la Chine ne veut pas faire de sa monnaie, le yuan, une monnaie internationale, qui permettrait de payer le commerce extérieur et de thésauriser les épargnes. Ce serait trop de responsabilités et trop de perte de liberté. Si le marché fixe le cours du dollar, c'est l'autorité chinoise qui fixe le cours du yuan, à un taux faible, propice aux exportations.

Revenons au FMI. La Chine s'intéresse donc aux DTS. Elle veut aussi une place plus importante dans la direction du FMI, cet organisme stratégique qui bat monnaie et qui joue le rôle du pompier quand les pays pauvres se noient. Le pourcentage de droits de vote de la Chine est faible et l'un des enjeux du sommet de Londres sera de le majorer.

La gouvernance du FMI est très compliquée, mais se ramène à un principe très simple. Commençons par la répartition des droits de vote. L'idée est que chacun des 185 pays a une fraction de la décision et que cette fraction est calculée selon la règle : « Un dollar, une voix » .

Compte tenu de la masse des mini-pouvoirs délégués aux 185 pays, deux pays ont traditionnellement un pourcentage de voix inférieur à leur importance économique : les Etats-Unis et le Japon. Les USA pèsent 25% du Pib mondial (source : Banque mondiale, année 2007) et n'ont que 16,6% des voix. Bon prince, le Japon a 4,4% des voix tandis que son PIB est de 8% du total mondial.

Vous êtes évidemment surpris de cette belle générosité américaine, de ce dévouement à la cause mondiale, institué juste après la deuxième guerre mondiale. Rassurez-vous : le FMI doit prendre toutes ses décisions importantes avec une majorité qualifiée de 85%. Cela signifie qu'une seule capitale a un droit de veto sur les grandes affaires financières mondiales : Washington.

La Chine est le pays émergent qui est le plus désavantagé au FMI : 3,7% des droits de vote pour 6 % du Pib mondial. Elle est en bonne compagnie : le Brésil et l'Inde sont dans le même cas, comme, à un moindre degré, la Turquie, la Corée du sud, l'Afrique du sud et le Mexique.

Si l'on additionne les poids de ces sept pays, on arrive à 16,7% de l'économie mondiale et seulement 11,5% des droits de vote.

Au-delà de cette cuisine arithmétique, vous sentez que, derrière le porte-voix chinois, pourraient se regrouper les grands pays émergents, pour la première fois présents dans un sommet mondial, afin de contester, courtoisement mais fermement, le pouvoir hégémonique des Etats-Unis sur le FMI. Nous aussi, vont-ils murmurer, nous voulons avoir notre droit de veto (les fameux 15%) sur les décisions qui engagent l'avenir financier de l'économie mondiale.

Ces grands poucets qui progressent vite veulent leur place au soleil de Washington et commencent à contester le colosse américain (je ne dis pas l'ogre !). Il est au FMI un autre poids lourd, mais dont le cerveau est trop faible, hélas, pour coordonner ses membres : l'Europe. L'Union européenne pèse plus que les Etats-Unis dans la production mondiale : 31% contre 25%. Elle a plus de 25% des droits de vote du FMI, bien davantage que l'Amérique (16,6%). Mais cette capacité d'agir est inutilisée car chacun joue de son côté.

Les seuls pays de la zone euro dépassent aisément la fameuse limite des 15% à partir de laquelle on devient influent. Imaginons que ces pays se mettent d'accord pour avoir un seul administrateur. Il pourrait parler d'égalité à égalité avec le représentant américain. Cette perspective est malheureusement lointaine parce que les Européens ont réagi jusqu'à présent en ordre dispersé, lançant chacun son plan de relance et défendant ouvertement ses intérêts nationaux. La plateforme sur la réforme du système financier international est un bon début, mais bien insuffisant.

Une épée de Damoclès menace toujours les vellétés de reprise économique de notre bout de continent. C'est l'hypothèse, vraisemblable, où les Etats-Unis laisseront filer leur monnaie ou ne pourront l'éviter ; où la Chine continuera avec entêtement à défendre une monnaie grossièrement sous-évaluée. Qui va payer la casse d'un commerce extérieur distordu ? Les industriels européens et donc l'emploi. Comme on se réfère beaucoup à la crise de 1929, rappelons que la dévaluation de la livre en 1931 et celle du dollar en 1932 ont fortement aggravé la crise sur le continent européen, qui avait perdu toute compétitivité sur des marchés atrophiés. Les droits de douane ont été accrus. L'Allemagne a choisi l'autarcie et le nazisme en 1933. La conjoncture actuelle n'est pas aussi dramatique, mais nous ne sommes pas sortis du tunnel et l'Europe, faute d'unité, risque de payer une part excessive des pots cassés.

Souhaitons donc, à la veille du G20, qu'une coalition de la zone euro et du groupe des pays émergents revendique d'exercer la co-responsabilité de l'économie mondiale au sein du FMI aux côtés des Etats-Unis. Et que cet organisme, ainsi soutenu, finance davantage les pays pauvres, crée une monnaie complémentaire du dollar et passe l'aspirateur dans tous les coins poussiéreux de la finance mondiale !

Demandons que le G20 devienne le « Conseil de sécurité économique » que recommandent tous les socio-démocrates d'Europe depuis de lustres !

1er avril 2009

Christian Sautter

\* \* \*

## WE, THE LEADERS OF THE GROUP OF TWENTY

Ainsi commence le communiqué commun de la réunion du G20, le 2 avril. J'en citerai les deux premiers paragraphes que le journal « Le Monde », daté du 4 avril, a tronqués dans sa traduction en français, préférant les parties les plus techniques qui ne passionnent que les inspecteurs des finances. J'aime le ton de cette introduction « à la Lincoln ou à la Roosevelt », qui est bien dans le style du président Obama.

« Nous sommes confrontés au plus grand défi lancé à l'économie mondiale des temps modernes ; à une crise qui s'est aggravée depuis notre dernière réunion, qui affecte la vie des femmes, des hommes et des enfants dans chaque pays, et que tous les pays doivent, unis, résoudre ensemble. Une crise globale exige une solution globale ».

« Nous partons de la conviction que la prospérité est indivisible ; que la croissance ne peut durer que si elle est partagée ; et que notre plan global pour surmonter la crise doit être axé sur les besoins et les emplois des familles travailleuses, non seulement dans les pays développés mais aussi dans les pays émergents et les pays les plus pauvres ; et ce plan doit tenir compte des intérêts de la population actuelle mais aussi des générations futures. Nous croyons que la globalisation ne peut être durable et la prospérité croissante que si elles sont fondées sur une économie mondiale ouverte, associant le marché, une régulation efficace et des institutions mondiales renforcées. »

Ce credo social-démocrate fait plaisir à lire. Qu'il ait été signé par tant de leaders conservateurs d'Europe et d'ailleurs, persuadera les pessimistes que ces leaders ont une grande capacité d'hypocrisie. Quant aux optimistes, dont Catherine et moi faisons partie, ils penseront que la crise est si brutale et si profonde qu'elle a amené certains à douter de leur foi dans la main invisible du marché, main qui a pas mal tremblé depuis maintenant deux ans.

Cette réunion du G20 a été commentée par la presse française avec un enthousiasme délirant, tandis que la presse anglo-saxonne fut

beaucoup plus nuancée. Après la bulle financière, nous avons, en France, la bulle médiatique. Regardons le fond et cherchons ensemble quels sont les points positifs et les faiblesses de ce sommet inédit.

Premier point positif : le sommet a eu lieu et s'est conclu sur un accord qui a du souffle et du contenu. Le G8 est mort (sept pays riches et la Russie) ! Vive le G20 qui va se réunir une nouvelle fois d'ici à la fin de l'année ! La Chine, l'Inde, le Brésil et bien d'autres économies émergentes ne mangeront plus à la table des enfants pendant que leurs parents refont le monde.

Deuxième point positif : il y aura une relance allant au-delà des efforts américains, européens et japonais. Cette relance sera multilatérale, ce qui est une grande et heureuse nouveauté. Le FMI, mais aussi la Banque mondiale et aussi les plus discrètes Banques régionales (ex : Banque africaine de développement), auront de l'argent, beaucoup d'argent (plus de 1100 milliards de dollars) pour soutenir l'activité des pays émergents et des pays pauvres en difficulté.

Troisième point positif : les cartes vont être redistribuées au sein du conseil du FMI, les pays émergents devant progresser, la Chine en particulier, mais le texte est discret sur ceux qui vont reculer.

Quatrième point positif : les institutions financières (les banques mais aussi les fonds spéculatifs et les paradis fiscaux) seront surveillées par des organismes internationaux, en principe au-dessus des États. La publication d'une liste (incomplète) de paradis fiscaux est un signe d'audace (relative).

Cinquième point positif : les leaders s'engagent à ne pas recourir aux mauvaises manières qui avaient aggravé la crise de 1929 : dévaluations de combat et mesures protectionnistes.

Dernier point positif : la mention d'une « croissance verte ». L'expansion d'après-demain ne sera plus celle d'avant-hier.

Tout cela fait un beau bouquet de fleurs, composé en une seule journée. Mais elles ne doivent pas faire oublier les épines qui subsistent. J'en vois au moins trois.

Première épine : l'assainissement du système financier est évoqué sans grande précision. En pratique, chacun croise les doigts pour que les Etats-Unis réussissent le traitement en cours. Pour éliminer les produits toxiques qui empoisonnent les banques et ruinent la confiance, il y a deux solutions. Soit l'État nationalise les banques, fait le tri et revend les banques guéries au secteur privé. Ce sont les actionnaires qui paient au départ les pots cassés en perdant leur mise,

mais les contribuables doivent contribuer si les dettes des banques dépassent leurs avoirs (si leur valeur nette est négative). Ce fut la voie suivie en Suède au début des années 1990, et aussi par Gordon Brown récemment. Soit on trouve des « braves gens » sur le marché qui achètent à prix cassé les mélanges de bons fruits et de fruits pourris. Pour les séduire, l'État met la main à la poche en versant une sorte de prime à la casse et en garantissant aux loups spéculateurs devenus moutons salvateurs que, de toute façon, ils ne feront aucune perte s'il apparaît que les pommes du dessous sont plus pourries que prévu. C'est la voie, pour le moins hasardeuse, qu'a choisie l'équipe Obama (après l'équipe Bush). Ce qui est sûr, c'est qu'il faudra du temps pour rétablir la confiance entre les banques et pour faire redémarrer le crédit aux entreprises et aux particuliers.

Deuxième épine : le FMI devra faire sa révolution culturelle. Il était jusqu'à présent le preux croisé du « consensus de Washington », cette bible du libéralisme. Toute maladie pouvait être traitée avec une ordonnance simple et universelle : réduisez les dépenses publiques, augmentez les impôts et les prix fixés par l'autorité (l'alimentation, l'énergie, les transports) et, surtout, privatisez tout ce qui peut l'être puisque les entreprises privées sont tellement plus efficaces que les services publics ! Cette médecine médiévale reposant sur la saignée a aggravé les effets de la plus récente crise financière gérée par le FMI, celle de l'Asie en 1997. Maintenant, tout a changé : adieu Diafoirus, bonjour docteur Ox ! Le FMI devrait désormais insuffler de l'oxygène dans des économies particulièrement anémiées, celles d'Afrique, d'Asie du sud, d'Europe de l'Est. Il devrait dépenser de l'argent qu'il ne serait pas sûr de récupérer ! Cette perspective fait sourire certains bons observateurs à Washington. S'il n'est pas facile de guérir l'addiction américaine à l'alcool de l'endettement, il ne sera pas aisé non plus d'amener à une ébriété tempérée le FMI qui n'a jusqu'à présent bu que de l'eau, en mettant les pauvres au pain sec.

Troisième épine : l'Europe n'a pas tiré du G20 un surcroît d'unité, de volonté partagée de travailler ensemble pour le bien commun des 27 pays membres. Dès le lundi, le ministre des finances britannique a commencé à faire bande à part quand il a été question de régulation : pas question que la Banque centrale européenne passe l'aspirateur dans les greniers de la City. Et le couple franco-allemand n'est pas sorti de son consensus négatif : ni relance européenne, ni solidarité accrue avec les pays d'Europe de l'Est (on en confie la charge au FMI, ce qui n'est vraiment pas glorieux pour une Union qui se veut politique), ni message en direction de l'Afrique (à laquelle sourit la Chine au portefeuille bien garni).

L'incolore, inodore et sans saveur Barroso, supposé présider la Commission européenne, symbolise cette Europe invertébrée, où chaque pays riche essaie de régler son problème, en ignorant ceux des pays et des populations plus vulnérables.

En paraphrasant le communiqué du G20 : « Une crise européenne exige une réponse européenne ». Au moment où les leaders du G20 affichent leur foi sociale-démocrate, il serait paradoxal que l'Europe devienne le conservatoire du libéralisme mou. Tel est l'enjeu des élections européennes du 7 juin, dont le résultat pèsera lourd sur l'avenir de chacun.

mardi 7 avril 2009

Christian Sautter